

unigeniti ejus, laudantes et benedicentes salutem adipiscuntur, quoniam voluntati Dei sui obediunt. Illo autem tempore possibile erit talibus accipere omnem honorem et potentiam omnigenam, per doctrinam et modum prout in antiquiori scriptura exstat. Ideoque, o rex, non licet tibi suscipere mores et religionem Græcam; sin vero eam susceperis, ego ad te nunquam proficiscar, sed hic obdolo-

miens judicium Filii Dei exspectabo. Hæc scripsi ferreis litteris, excudens in XII tabulis æreis, Alexandria Ægyptiacæ 5587, Pharaon 4179, Alexandria celebris regni ejus anno V, indict. I, luna VII, Idib. XIV. Hoc tibi fideliter significo medicus et rhetor tuus.

IWANIEC SMERA POLOWLANIN (1).

(1) Alii habent, *Joannes Smera Polowiec*, quod idem est.

# FORMULES INÉDITES

PUBLIÉES D'APRÈS UN MANUSCRIT DE LA BIBLIOTHÈQUE DE STRASBOURG

PAR M. EUGÈNE DE ROZIÈRE

CHEF DU CABINET DU MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES CULTES

MDCCCLI

Il est impossible de bien comprendre l'esprit d'une législation et de juger avec certitude de ses effets, si l'on ne joint à l'étude des lois, qui posent les principes, l'étude des actes, qui les développent et les mettent en action. La manière dont une disposition législative est appliquée dans les actes en révèle fréquemment le sens jusque là demeuré obscur. Les actes sont pour la loi un commentaire vivant et agissant; on peut dire que c'est la loi prise sur le fait. Aussi la nécessité d'unir la pratique à la théorie, et de compléter l'une par l'autre, est-elle reconnue par tous ceux qui s'occupent sérieusement de la science du droit. Cette nécessité apparaît même dans l'étude de nos lois modernes, généralement si formelles et si explicites; à plus forte raison d'ait-elle se produire dans l'étude des lois anciennes, rédigées à une époque de barbarie, où le droit était établi moins par des textes légaux que par une série de coutumes et d'usages traditionnels.

Les actes seuls peuvent nous aider à constater ces usages; et sous ce rapport on doit assimiler les formules aux actes proprement dits. Les formules étaient des modèles, dressés en général d'après des actes véritables, et destinés à servir de guide aux praticiens. Il suffirait la plupart du temps d'y ajouter la date et les noms des parties pour reconstituer les actes eux-mêmes. Leur utilité pour l'explication de notre ancien droit a été proclamée par tous les savants qui ont écrit sur cette matière, et je crois superflu de reproduire ici des considérations que Bignon, Lindenbrog, Baluze et leurs successeurs me paraissent avoir épuisées.

Il n'est pas étonnant que le mouvement scientifique de notre siècle, qui a remis en honneur l'étude historique du droit, ait rendu aux formulaires des temps mérovingiens et carlovingiens la même importance qu'aux autres monuments de la législation barbare. On a dû rechercher les manuscrits de formules avec le même empressement que ceux des lois germaniques et des capitulaires. Un double intérêt s'attachait à cette recherche: il fallait d'abord retrouver les sources des publications faites jusqu'à ce jour, afin de rétablir d'après les originaux les textes dénaturés par des éditeurs négligents ou systématiques: cette première partie de la tâche est remplie, et M. Pardessus a consigné le résultat de ses recherches sur ce sujet dans un article publié par la *Bibliothèque de l'École des Chartes* et plein d'utiles renseignements (1). Il fallait ensuite explorer les manuscrits qui n'avaient point encore été consultés, dans l'espoir d'y découvrir des formules inédites et d'obtenir ainsi, soit des connaissances nouvelles, soit la confirmation de celles qui sont acquises; je me suis efforcé d'accomplir cette seconde partie, et plus d'une fois le succès a répondu à mes espérances. Grâce à l'obligeance de plusieurs savants bibliothécaires, français et étrangers, qui m'ont permis de visiter les dépôts confiés à leurs soins, ou qui m'ont fait l'honneur d'entrer.

(1) Première série, tom. IV, pag. 1 et suiv.

en correspondance avec moi, j'ai pu recueillir un assez grand nombre de formules inédites. Mon intention est de les réunir en un seul corps avec celles qui ont été antérieurement publiées, et dont j'ai revu le texte sur les originaux. Mais, en attendant que j'aie terminé ce travail, qui demande une longue préparation, j'ai cru me rendre utile aux personnes curieuses de nos antiquités juridiques par la publication anticipée de quelques-uns des textes que j'ai rassemblés.

Je donne aujourd'hui quelques extraits d'un manuscrit qui appartient à la bibliothèque municipale de Strasbourg. Ce manuscrit est in-4°; en parchemin, d'une écriture du neuvième siècle; les rubriques sont tracées à l'encre rouge et généralement assez soignées. Il était au seizième siècle la propriété de Beatus Rhenanus, qui légua sa bibliothèque à la ville de Schelestadt. Les autorités locales ne prirent aucun soin de cette précieuse collection; les manuscrits furent classés dans un lieu humide, où ils demeurèrent abandonnés pendant plus de deux cents ans. En 1813, le manuscrit dont je parle passa entre les mains de M. Bodman, de Mayence, d'une manière qu'on ne saurait trop sévèrement qualifier; on lit en effet au bas d'un des feuillets la note suivante, écrite au crayon : *Præsens codex spectavit olim ad Beatum Rhenanum, ex cujus bibliotheca eum mihi dono dedit D. Arnbruster, maire, cum essem Schlestadii, 1813, .... Bodman*. Si cette déclaration est fautive, M. Bodman a dérobé le manuscrit dans un dépôt, où il était admis à titre de confiance; si elle est vraie, le maire a manqué gravement à ses devoirs en aliénant une propriété publique commise à sa garde. Des mains de M. Bodman, le manuscrit passa dans celles de M. le conseiller Buchler, à la mort duquel il fut acheté par M. Jung pour la ville de Strasbourg (2). Il a beaucoup souffert du temps et de l'humidité; les premiers et les derniers feuillets sont détruits, et la reliure elle-même complètement disparu. Dans son état actuel, il se compose de soixante-sept feuillets, dont quatre ou cinq sont tellement rongés qu'on n'y peut plus lire que la moitié des lignes. Les vingt premiers contiennent la seconde moitié de la *Lex Ripuariorum*, dont la première partie occupait sans doute le commencement du manuscrit. Le fol. 21 est rempli par un fragment d'office religieux portant pour titre : *Incipit sermo dominicis diebus*. Au fol. 22 commencent les rubriques de la *Lex Alamannorum*, et au fol. 25 le texte de cette loi, qui s'étend jusqu'au 1<sup>o</sup> du fol. 53 inclusivement. Les derniers feuillets sont occupés par des formules, au nombre de vingt, dont trois répondent aux nos 32, 23 et 34 du livre II de Marculfe, les sept autres sont inédites. Je ne crois pas que ce manuscrit ait servi aux savants qui ont édité la loi des Ripuaires et celle des Allemands; mais assurément le nombre de pièces inédites qu'il renferme prouve suffisamment qu'il est demeuré inconnu à ceux qui ont publié des recueils de formules.

J'ai collationné le texte du manuscrit de Strasbourg avec un manuscrit de la bibliothèque de Saint-Gall; ces deux manuscrits, sans être identiques, présentent cependant dans certaines parties une telle analogie, qu'ils paraissent dériver d'une source commune. Je me réserve de faire plus tard connaître en détail celui de Saint-Gall; je me suis borné à relever ici les variantes qu'il présente dans les textes communs aux deux manuscrits.

## I.

La première formule offre le modèle d'une donation entre-vifs, sans aucune restriction ni réserve, faite conjointement par deux époux en faveur d'un monastère.

CARTA TRADITIONIS, QUAM VIR ET UXOR EJUS FACIUNT DE ANBORUM REBUS (3) SUI SINE ALIQUO CENSU.

Dum enim propago humani generis ab exortu creationis suæ usque in præsens augmentis succedentibus crescit, non hoc nisi ex [tre] me (4) conditionis statu accipit. Quod semel a Domino definitum (5), nulla mutabilitate minuitur. Et ideo (6) legislator divine auctoritatis Moyses de hac insolubili

(2) J'ai puisé ces détails dans des lettres adressées en 1859 et 1843 à M. Pardessus par M. Jung, bibliothécaire de la ville de Strasbourg, et par M. Dorlan, bibliothécaire de la ville de Schelestadt. C'est ce dernier qui a sauvé ce qui restait encore du legs de Beatus Rhenanus et rétabli l'ordre dans ces richesses si longtemps négligées.

(3) S. G. ajoute *generaliter de omnibus*.

(4) S. G. *ex prime*.

(5) S. G. ajoute *usque in finem*.

A diffinitione discripsit (7) : *Propter hoc reliquit hanc patrem et matrem, et adhererit uxori suæ, et erit duo in carne una. Ideoque nos, in nomine sanctæ Trinitatis, ille vir et conjux mea illa : constat nos legali hoc et indissolubili vinculo divino, ut creberrimus, nutu coadunatos (8), et res quasdam nobis tan de paternico quam de maternico hereditario jure provenisse nec non et de quodammodo justo contracto (9), quas nobis in æterna beatitudinæ creberrimus ambobus proficere, si (10) easdem pro remedio animarum nostrarum ad loca sanctorum delegare contendimus; quod ita et facere decrevimus. De ideo potestativa (11) tradimus atque transfundimus*

(6) S. G. ajoute *primus*.

(7) S. G. ajoute *dicens*.

(8) S. G. *adunatas*.

(9) On trouve ici, comme dans beaucoup d'autres formules, la distinction entre les *propres* et les *acquêts*.

(10) S. G. *sed*.

(11) S. G. ajoute *manu*. — L'expression *potestativa manu tradere*, qui se retrouve dans d'autres formules, signifiait donner une chose dont on est plein

omnes res nostras (12), quas in presenti habere visi sumus, ad monasterium quod vocatur illud, ubi ille abba (13) et pastor sancto gregi preesse videtur, et quod est constructum in honore sancti illius; et hoc est, quod tradimus, in loco nuncupante illo, in pago rujus vocabulum est illud. Omnes res (14), quas ibidem habere visi sumus, id est tam terris quam domibus, ædificiis (15), mancipiis, pratis, pascuis, vineis, silvis, aquis aquarumve decursibus, egressus et regressus, cultis et incultis, mobilibus et immobilibus, peculis utriusque sexus, peccoribus cum pastoribus, seu quicquid dici aut nominari potest et presens nostra videtur esse possessio, omnia et ex integro tradimus ad supradicta loca sanctorum; ita ut ab hodierna (16) rectore seu actores (17) prefati monasterii easdem res (18) habeant, teneant atque possideant, vel quicquid exinde facere pro opportunitate ipsius monasterii facere decreverint, libera in omnibus perfruatur potestate faciendi (19). Si quis vero, quod evenire non credimus, si nos ipsi ut quilibet heredum vel proheredum nostrorum vel qualiscumque persona istam traditionem, quam nos pari consensu facere decrevimus, destruere voerit, nullatenus valeat perficere quod inchoavit, et pro temeritate sua persolvat ad ipsum monasterium aliud tantum quantum repetit, et insuper sit culpabilis in erarium regis auri tantum, argenti tantum, et nihilominus hec traditio omni tempore firma et inconvulsa permaneat cum stipulatione subnixæ (20).

Actum in illo loco, publice (21), presentibus quom hic signacula continentur. Sig. illius, sig. illius, ut pari consensu istam traditionem firmaverunt. Ig. testium septem vel amplius (22).

Ego itaque ille, anno illo illius (23) regis Francorum, mense illo, die illa, quod facit ipse mensis (24), sub comite illo (25), scripsi et subscripsi feliciter. Amen.

pre propriétaire, et dont on peut par conséquent transférer au donataire la pleine et libre propriété.

(12) S. G. meas.

(13) S. G. abbas.

(14) S. G. ajoute meas.

(15) S. G. hedificiis.

(16) S. G. ajoute die.

(17) Il faut entendre par *rector* l'abbé du monastère, et par *actores* ceux qui étaient chargés d'administrer ses biens ou de défendre ses droits, et qu'on noma plus tard *advocati*, *avoués*.

(18) S. G. ajoute sibi.

(19) Ce dernier mot manque dans S. G.

(20) Ces clauses pénales, qui étaient d'usage dans les actes de donation, sont validées par un texte mel de la Loi des Allemands (tit. I, § 2): *Si aliqua sona, aut ipse qui dedit vel aliquis de heredibus s, postea ipsas res de ipsa ecclesia abstrahere vorit, vel aliquis homo aut qualiscumque persona: præsumperit facere, et effectum quem inchoavit obtineat, et Dei iudicium incurrat et excommunicationem sanctæ Ecclesiæ, et multam illam QUAM ISTA CONTINET persolvat, et res illas ex integro reddat, et fructum in publico solvat, sicut lex habet. On*

II.

La formule qui suit est divisée en deux paragraphes, elle contient en effet deux actes parfaitement distincts. Le premier est une donation entre-vifs, faite conjointement par deux époux en faveur d'un monastère; cette donation, conçue à peu près dans les mêmes termes que la précédente, en diffère par la réserve de l'usufruit stipulée par les donateurs, et l'établissement d'une redevance payable par eux pendant toute la durée de cette jouissance. Le second n'est en réalité que l'acceptation de la donation et de ses clauses par l'abbé du convent donataire; mais la forme de *précaire*, dont ces deux actes sont revêtus, demande quelques explications.

On sait que les précaires étaient des concessions de terres faites par les églises pour un temps et à des conditions que les lois canoniques avaient pris soin de régler. Quand l'usage des donations pieuses fut devenu général, un grand nombre de donateurs, voulant conserver l'usufruit des biens dont ils abandonnaient la propriété aux églises, employèrent la forme usitée pour les précaires. Par un premier acte ils faisaient à la communauté, qu'ils voulaient enrichir, une donation pure et simple; par un acte postérieur cette communauté leur rétrocédait la jouissance des biens qu'elle avait reçus d'eux. Cette routine prit un tel empire, qu'on rédigeait un acte de rétrocession, comme on peut le voir ici, dans les cas même où le donateur avait stipulé dans l'acte de donation la réserve expresse de l'usufruit.

§ I. — CARTA TRADITIONIS, QUAM VIR ET UXOR EJUS FACIUNT DE OMNIBUS (26) REBUS SUIS ET CUM CENSU PROSOLVENDUM DIEBUS VITE SUE.

Auctoris simul et redemptoris nostri verba de conexione (27) viri ac mulieris audivimus in Evangelio dicentes: *Quod ergo Deus conjunxit, homo non separet*. Ideoque ego ille et conjux mea illa: dum non est incognitum, sed omnimodis divulgatum, qualiter nobis hereditario jure, paternico simul et maternico, cum quolibet justo contracto provenit hereditas, quod nos, ut credimus, per divinam inspirationem (28) compuncti, pro animarum nostrarum redemptione ad loca sanctorum delegare contendimus; et hoc est, quod tradimus, in locis denu-

voit que le montant de l'amende était laissé à l'arbitrage des parties; si elles avaient négligé de le fixer, le juge était probablement chargé de le faire.

— Quant aux mots *cum stipulatione subnixæ*, voyez pour leur explication l'ouvrage de M. Pardessus sur la *Loi salique*, p. 644.

D (21) S. G. publice.

(22) La nécessité de rédiger un écrit, et d'appeler au moins six ou sept témoins pour la confection des actes de cette nature, était imposée par la Loi des Allemands (tit. I, § 1). *Si quis liber res suas ad ecclesiam tradere voluerit... per cartam... firmitatem faciat, ET TESTES SEX VEL SEPTEM ADHIBEAT, et nomina eorum ipsa carta continent.*

(23) Ce mot manque dans S. G.

(24) Ce membre de phrase manque dans S. G.

(25) Cette mention manque dans S. G.— On peut voir par la plupart des diplômes publiés dans le *Codex diplomaticus Alemanniæ* de Neugart, que l'usage était dans le pays des Allemands d'indiquer à la fin des actes, outre le nom du souverain régnant, celui du comte chargé de l'administration locale.

(26) S. G. eorum.

(27) S. G. conexen.

(28) S. G. divina inspiratione.

minatis vel in loco denominato isto (29), in pago A  
cujus vocabulum est illud. Omnes res nostras, quas  
in presenti (30) habere visi sumus, id est casa curte  
(31) clausa, cum terris et domibus, ædificiis, man-  
cipiis, pratis, pascuis, silvis, vineis, aquis aquarumve  
decursibus, seu quicquid dici aut nominari potest,  
omnia ex integro tradimus atque transfundimus ad  
monasterium illud, quod est constructum in honore  
sanctorum illorum, ubi ille abbas regulariter pre-  
esse videtur; in ea videlicet ratione, ut, quamdiu  
simul vixerimus, vel qui de nobis alio superstitis  
fuerit, supradictas (32) sub usu fructuario habeamus,  
censumque annis singulis (33) prosolvamus, id est  
tantum et tantum, et interim de supradictis rebus  
non habemus facultatem minuendi aut alienandi,  
nisi quantum ad usum pertinet eas incolendi et in  
usu habendi, et post obitum nostrum statim sine  
alicujus contradictione vel aliqua diminutione ad  
supradicta loca sanctorum res supradicte revertantur  
perpetualiter possidendi. Si quis vero, quod evenire  
non credo, si nos ipsi aut quislibet (34) persona,  
istam traditionem destruere voluerit, nequeat inchoatum  
suum nulla occasione perficere, et pro vi, quam  
locis sanctorum inferre conebatur, restituat ibidem  
duplum quantum malo ordine abstraere voluit, et in  
re publica prosolvat auri tantum, argenti tantum, et  
insuper hec traditio perennis temporibus firma valeat  
perdurare eum testibus subordinatis.

Actum in illo loco, publice, presentibus quorum  
hic signacula subnotantur. Sig. illorum, qui istam  
traditionem pari consensu firmaverunt.

### § II. — PRECARIA (35).

Domino venerabili et in Christo patri illi ab-  
bati (36) monasterii cujus vocabulum est illud (37).  
Dum constat (38) qualiter vos legitimo conjugio (39)  
primitus conexi ille [et] illa, multisque incognitum

(29) Ce membre de phrase manque dans S. G.

(30) S. G. ajoute *ibidem*.

(31) S. G. cum *curte*.

(32) S. G. ajoute *res*.

(33) S. G. ajoute *exinde*.

(34) S. G. *quelibet*.

(35) Les actes de précaire doivent, pour être complets, contenir deux parties : la première, nommée proprement *précaire*, est la demande ou la prière adressée par le futur concessionnaire ; la seconde, nommée *prestaire*, est la réponse du concédant. Dans notre espèce l'acte de donation qui précède tient évidemment lieu de *précaire* ; la concession ou rétrocession, qui en est la conséquence, aurait dû être intitulée *prestaire*. Mais l'ignorance des praticiens confondait souvent les appellations, et donnait indistinctement le nom de *précaire* à la réponse comme à la demande. Nous trouvons ici un exemple de cette confusion, qui se reproduit dans la plupart des formules suivantes.

(36) S. G. *patri abbate*.

(37) L'ignorance ou la négligence du copiste lui fit ici commettre un contre-sens. On pourrait croire en effet, d'après la forme grammaticale de cette première phrase, que l'acte est adressé à l'abbé du couvent, tandis qu'en réalité il émane de lui.

(38) S. G. *consisteret*.

(39) Ce mot manque dans S. G.

non sit ambobus vobis tam de paternico quam de  
maternico seu etiam (40) justo contracto res vobis  
quasdam hereditario jure provenisse, que site sunt  
in pago nuncupante, in villa denominata illa, que  
vos animo concordii cum terris et domibus, edificis,  
mancipiis, pratis, pascuis, silvis, vel omnibus ceteris  
et incultis, cum universis adjacentiis, quas enume-  
rare perlongum est, tradidistis et cartam (41) con-  
firmastis ad loca sanctorum, ubi nos auctore Dei  
villicationem fungimur ; sed postea fuit vestra pe-  
titio, nostra quoque non rennuit voluntas, et su-  
perius denominatas res nostras, vel quas cartula tra-  
ditionis vestræ plenius commemorat, vobis sub usu  
fructuario dies vitæ vestræ (42) prestaremus, quod  
ita et fecimus ; in ea ratione videlicet, ut, quædam  
vixeritis, easdem res habeatis, censumque anni  
singulis prosolvatis, id est tantum et tantum (43),  
[et interim] (44) nihil minuendi aut alienandi non  
habeatis facultatem, sed post obitum vestrum ipse  
res in omnibus meliorate ad supradictum monast-  
erium revertantur perpetualiter possidendi. Nullus-  
que, neque nos nec quilibet successorum nostrorum,  
hanc precariam, quam nos emisimus, nullatenus  
valeat destruere ; sed perennis (45) temporibus sta-  
bilis et firma perduret, prout tempus dictarum et  
convenientia in ea discripta finita fuerit. Et si fir-  
mior per tempora conservetur, manu nostra fir-  
trumque nostrorum subtile firmitatem inserimus.

Actum in illo loco, publice, presentibus quorum  
hic signacula subnotantur. Sig. illius abbatis, qui hanc precariam fieri iussit.  
Sig. fratrum septem vel amplius.

### III.

La formule suivante est la reproduction presque  
littérale de celle qui précède ; l'espèce seule est  
différente. On y voit de même une donation entre-  
vifs faite à un monastère, sous réserve d'usufruit,  
et suivie d'un acte de rétrocession. La donation  
n'émane à la vérité que du mari et non des deux  
conjoints ; mais l'usufruit est également stipulé et

(40) S. G. ajoute *quodam*.

(41) S. G. *carta*.

(42) Ce mot manque dans S. G.

(43) Le mot *census* désigne évidemment ici une redevance privée. L'établissement de ces sortes de redevances dépendait uniquement de la volonté des parties, leur nature et leur taux devaient varier à l'infini. Tantôt elles constituaient réellement un prix de ferme ou un canon emphytéotique ; tantôt elles représentaient l'intérêt d'une somme d'argent prêtée. Quelquefois elles étaient purement honorifiques et constataient la vassalité du débiteur à l'égard du créancier ; souvent aussi elles avaient pour but de prévenir une intervention de titres, et donnaient au nu-propriétaire une garantie contre les usurpations de l'usufruitier. La redevance établie dans cette formule appartient à cette dernière classe. Les clauses de cette nature, dans le cas d'une donation suivie de la rétrocession de l'usufruit devaient être fréquentes, car la Loi des Allemands (tit. II) leur a consacré une disposition spéciale : *Si quis liber res suas ad ecclesiam Dei dederit, ... et postea a potestate ecclesie per beneficium susceperit ad victualem necessitatem conquirendam diebus vite sue, ... quod sponpondit persolvat ad ecclesiam census de illa terra*.

(44) Suppléés d'après S. G.

(45) S. G. *per omnis*.

profit de la femme, si elle survit à son époux. Les observations que j'ai faites au sujet de la formule précédente sont donc en général applicables à celle-ci.

§ I. CARTA TRADITIONIS, QUAM VIR FACIT DE REBUS SUIS, ET VULT UT UXOR EJUS HABEAT POST SE; AUT QUAM UXOR FACIT DE REBUS SUIS, ET VULT UT VIR EJUS HABEAT POST SE (46).

In Dei nomine, perpetrandum est unicuique (47) quod sapientia Dei per Salomonem dixit: *Redemptio anime viri proprie divicie ejus.* — Redemptoris quoque verba dicentis: *Date elemosinam, et ecce omnia muada sunt vobis.* Ideoque ego illo, his ammonitionibus compunctus simul et confisus, dono donatum pro remedio anime meæ (48), quod in perpetuum esse volo, et hoc est, quod dono, in pago nuncupante illo [in villa] (49) cujus vocabulum est illud, omnem portionem meam, quæ ibidem sit (50), id est tam terris quam domibus, edificis, mancipiis, pratis, pascuis, silvis, aquis aquarumve decursibus, cum omnibus adiacentibus suis, ad basilicam, quæ est constructa in honore sancti illius, ubi ille servus Dei rector esse videtur; in ea ratione videbitur, ut, quamdiu vixero, easdem res habeam, censumque annis singulis solvam; et si uxor mea (51) mei supervixerit, eo quod filiorum procreatio minima visa est processisse (52), ipsas res dies vite suæ habeat, et supradictum censum solvat; et post excessum ejus sine aliqua maritione ad supradictam traditionem revertantur perpetualiter. Nullusque, neque ego aut quilibet heredum vel proheredum occasio aut qualiscumque persona, presentem traditionem per nullius ingenii subtilitatem valeat corrumpere; sed perenni vigore stabilis debeat perdurare. Et ut certior habeatur, et nullis temporibus subvertatur (53) destruat, si quis eam destruere voluerit (54), poenam inscriptam in rebus publicis (55) præsolvat, id est auri tantum, argenti tantum, et nihilominus presens cartula cum omnibus in ea continentibus usque in evum inconcussa permaneat cum stipulatione (56) subnixa

Actum in illo loco (57), publice (58), presentibus qui subscribuntur vel reliquo populo. Sig. illius, qui istam traditionem fieri et firmare rogavit.

#### § II. — PRECARIA.

Dum enim quisque pro remedio anime suæ sua propria ex justis laboribus largiri decreverit, ex di-

(46) Cette rubrique montre que la formule pouvait servir de modèle à une donation faite par la femme aussi bien qu'à une donation faite par le mari.

(47) Ce mot manque dans S. G.

(48) Ces quatre derniers mots manquent dans S. G.

(49) Suppléés d'après S. G.

(50) S. G. que me ibidem coutingit.

(51) S. G. ajoute *maritus meus*.

(52) Cette mention, qu'on trouve également dans d'autres formules, montre que l'entière liberté des donateurs dépendait de l'absence d'enfants, et prouve par cela même que le principe de la réserve était connu et pratiqué. Le titre 4 de la Loi des Ripuaires me paraît formel à cet égard: *Si quis procreationem filiorum vel filiarum non habuerit, omnem facultatem suam... sive vir mulieri, vel mulier viro, seu cuicumque libet... licentiam habeat, etc.*

(53) S. G. *superventuris*.

(54) Ce mot manque dans S. G.

(55) S. G. *puplicis*.

(56) S. G. *stibulatione*.

(57) Ce mot manque dans S. G.

(58) S. G. *puplice*.

(59) S. G. ajoute: *fidelissima conjux illa*.

(60) S. G. *perpetualiter*.

(61) Suppléés d'après S. G.

(62) S. G. *construere*.

(63) S. G. *diffinicionem*.

(64) S. G. *quasi in*.

(65) S. G. *præsentem*.

(66) S. G. ajoute *secularibus*.

(67) S. G. *decreverit*.

(68) Suppléés d'après S. G.

(69) Manque dans S. G.

(70) Suppléés d'après S. G.

A vina inspiratione sibi procul dubio sciat hoc pervenisse. Ideoque, tu vir ille (59), complacuit tibi ut res tuas, quas in presenti habere visus fuisti, in villa quæ vocatur illa; in pago nuncupante illo, traderes ad loca sanctorum illorum, ad monasterium quod nominatur illud, ubi nos, auctiore Deo, præsidemus; sed postea te postulante quatenus illas res sub usu fructuario tibi cederemus, non negavimus huic postulationis, sed sicut postulaveras ita fecimus, id est ut, quamdiu vixeris, illas res sub usu fructuario habeas, consumque annis singulis inde prosolvas, et si uxor tua te supervixerit, supradictas res tempus vite suæ habeat, similemque censum ex eisdem rebus annis temporibus reddat; quæ statim post istam diffinicionem statu[am] cum omni integritate, sicut cartula traditionis tuæ cum earundem rerum continet, quam apud nos retinemus, in omnibus meliorate sine alicujus contradictione ad nos successoresque nostros revertantur sub perpetuitate (60) retinendi. Nullusque, [nec ego] (61) nec quislibet successorum nostrorum, hanc precariam illis temporibus ausu temerario audeat destruere (62), sed quicquid nostris statutis diffinitum est (63) inconvolsum valeat perdurare, quatenus reliquos fideles delectet sine aliquo typo vel occasione (64) contenciosa proprias res ad ecclesiam Dei contradere ad pauperum Christi inopiam sublevandam.

Actum in ipso monasterio, coram ipso (65) abbate vel fratribus seu reliquis (66) fidelibus. Sig. ipsius abbatis, qui istam precariam fieri decrevit (67).

#### IV.

Cette formule ne diffère des deux précédentes que par l'extension aux enfants du donateur des réserves stipulées par celui-ci à son profit.

§ I. — CARTA TRADITIONIS, QUAM FACIT HOMO, ET VULT UT INFANTES EJUS HABEANT POST SE CUM CENSU.

Ego, in Dei nomine, ille. Complacuit mihi in animo meo ut aliquid de rebus meis pro remedio anime meæ condonare deberem, quod ita et feci; et hoc est, quod trado, in pagello denominato illo, [in loco] (68) cujus vocabulum est illud. Illas omnes res meas, quas mihi ibidem pater meus moriens (69) dereliquit, [quas ibidem contra fratres meos] (70)

vel quas ibidem contra heredem (71) meum illum (72) mihi partiendo sops legitima contulit, vel quæ ego postea quibuslibet justis laboribus augmentare potui, cum omni integritate, id est curte clausa cum edificiis, mancipiis (73), casatis, terris cultis et incultis, pratis, silvis (74), aquis, farinariis, æc, ut præfatus sum, cum omnibus adjacentiis vel adpendiciis trado ad ecclesiam quæ constructa est in honore sancti illius, ad monasterium quod dicitur illud, ubi ille abbas gregi Dei regulariter præsidere cognoscitur; in ea ratione videlicet, ut, quamdiu mihi vita comitatur in corpore, superius denominatas res in beneficium a vobis accipiam sub usu fructuario, debitumque censum [singulis] (75) annis vobis successoribusque vestris prosolvam, id est tantum, filiusque meus ipse (76) res habeat diebus vite suæ tantummodo, et supradictum censum prosolvat; et si infantes mei me (77) supervixerint, dies vite suæ easdem res habeant tantummodo, et eundem censum (78) prosolvant; et si mihi Deus filium de legitima uxore dederit, easdem res habeat diebus (79) vite suæ tantummodo; post quorum obitum ipse res in omnibus meliorate redeant partibus vestris (80) in perpetuum retinende. Et si mihi filiorum procreatio de legitimo conjugio evenerit, ipsi easdem res post obitum meum retineant, et cum supradicto censu prosolvant tempus vite suæ; sin autem minime, post obitum meum sine cuiuslibet tergiversatione jure auctoritatis vestræ retinende revertantur ipse res in perpetuum (81). Si quis vero, quod futurum esse non credo, si ego ipse aut quislibet persona istius traditionis firmitatem corrumpere voluerit, obviant e ordine veritatis, nullatenus fallatiam suam valeat (82) perficere, et pro ausu temerario prosolvat ad præfatum monasterium duplum tantum quantum malo ordine cupiditate præventus abstrahere voluerit, et insuper regie potestati sit culpabilis auri tantum, et nihilominus presens cartula cum omnibus in se continentibus inviolata permaneat cum testibus subordinatis.

Actum in illo loco, publice, his qui subnotantur [presentibus] vel reliqua innumera multitudine populi.

(71) S. G. *coheredem*.

(72) Manque dans S. G.

(73) S. G. ajoute *pratis, pascuis*.

(74) Ces deux derniers mots manquent dans S. G.

(75) Supplée d'après S. G.

(76) S. G. *ipsas*.

(77) Manque dans S. G.

(78) Manque dans S. G.

(79) S. G. *dies*.

(80) S. G. ajoute *vobis successoribusque vestris*.

(81) Cette clause prouve à la fois que le principe de la réserve existait, mais qu'il était encore mal défini et singulièrement restreint. Dans S. G. la négligence du copiste a, par suite de l'omission d'un grand nombre de mots, rendu ces deux membres de phrase incompréhensibles.

(82) Manque dans S. G.

(83) Cette rubrique manque dans S. G.

§ II. — PRECARIA (83).

Ego, in Dei nomine, ille abbas una cum commisis fratribus nostris. Dum non sit incognitum qualiter tu ille, exortatione divina suggerente, omnes res tuas, quas in pago denominato, in villa succedente (84), habere videbaris, quas tibi ibidem pater tuus moriens dereliquit, vel quas proprio labore ibidem lucrare potuisti, vel quas ibidem contra fratrem (85) vel contra coheredem tuum (86) illum (87) justa tibi portio (88) contulit, cum curte clausa et edificiis ortisque pomiferis, singularibus (89) mancipiis, his nominibus (90) illis, casatis, terris, pratis, silvis, cultis et incultis, seu cum omnibus adjacentiis, adpendiciis, ad eam pertinentibus, quod enumerare perlongum est, cum omni integritate tradidisti ad monasterium illud (91), ad basilica que constructa noscitur in honore sancti illius, uti nos, auctore Deo, pastorem curam gerimus; sed postea, te postulante, congruum visum est nobis (92) ipsas res tibi cedere sub usu fructuario habendas (93), censumque exinde prosolvere annuis temporibus non negligas (94), id est tantum; et si tibi Deus filium de legitima uxore dederit, easdem res habeat dies vite suæ tantum modo, et censum supradictum negligere non presumat, similiterque filii tui (95), quas (96) in presenti habere visus fuisti (97), faciunt (98) dies vite suæ; post quorum (99) obitum omnes res supradicte revertantur ad nos successoresque nostros perpetualiter; quod si tibi [procreatio] (100) filiorum minime oborta fuerit, statim post obitum tuum sine alicujus prejudiciali contentione ad actores seu ad defensores supradicte ecclesie revertantur in perpetuum. Nec quilibet, aut nos ipsi vel successores nostri, hæc statuta valeat ausu temerario inordinanter destrudere (101), sed, prout tempus in presenti precaria poposcit, inconvulsam valeat perdurare, quam nos cum consensu fratrum nostrorum roborare decrevimus.

Actum in illo loco, sub presentia illorum et ceterorum, quos enumerare libitum non est. Signi ipsius abbatis, qui hanc precariam fieri decrevit.

V, VI, VII, VIII, IX.

Rien n'est plus propre que les cinq formales sui-

D (84) S. G. *in pagis denominatis, in villis succedentibus*.

(85) S. G. *fratres tuos*.

(86) S. G. *heredes tuos*.

(87) Manque dans S. G.

(88) S. G. *porcione*.

(89) S. G. *singulariis*.

(90) S. G. *nominatis*.

(91) S. G. *vel*.

(92) Manque dans S. G.

(93) S. G. *habeas*.

(94) Restitué d'après S. G.

(95) S. G. *filii tui*.

(96) S. G. *quem*.

(97) S. G. *es*.

(98) S. G. *faciat*.

(99) S. G. *cujus*.

(100) Supplée d'après S. G.

(101) S. G. *destruere*.

vantes à faire comprendre la variété infinie de situations que devait produire la liberté des contrats; rien ne montre mieux en même temps comment un grand nombre de conventions de natures diverses étaient revêtues de la forme usitée pour les précaires. En effet, ces cinq formules ne diffèrent pas extérieurement de celles qui précèdent. Le copiste s'est même dispensé de reproduire la majeure partie des actes de donation ainsi que les actes de rétrocession ou de prestation; il s'est borné à transcrire les diverses conditions mises par les donateurs à leurs libéralités.

Dans la cinquième, on voit le donateur réserver non seulement pour lui-même et pour ses enfants, mais encore pour toute sa descendance, la jouissance des biens dont il aliène la nue-propriété. Les seuls avantages obtenus par le donataire sont donc la perception d'un cens annuel et l'espoir de réunir l'usufruit à la propriété, si la descendance du donateur venait à s'éteindre. Il est permis de croire que dans les contrats de ce genre, sous l'apparence et la forme d'une aliénation, les parties avaient surtout pour but la création des liens de vassalité.

QUOD OMNIS POSTERITAS HABERE DEBET.

... In ea ratione ut, quamdiu mihi vita comis fuerit, superius denominatas res habere mihi liceat et cum censu singulis annis prosolvere (102), infantisque mei post obitum meum similiter faciant omnisque posteritas, quæ de ipsis fuerit procreata (103) usque in sempiternum. Quod si evenerit ut ipse res sine herede remaneant, sine meæ posteritatis legitima procreatione, quod plerumque contingit, nullus de heredibus vel [pro]heredibus (104) ceteris se ibidem possit (105) adungere, sed ubi cum censu (106) prosolvatur (107), illuc jam redeat in perpetuum. Si quis vero....

La sixième et la septième nous paraissent offrir des modèles de contrat pignoratif; le donateur et le donataire ne sont probablement rien autre chose qu'un emprunteur et un prêteur, le prix stipulé pour le rachat équivaut sans doute à la somme antérieurement prêtée, et le cens annuel en représente l'intérêt.

QUOD HOMO (108) PER SEMETIPSUM REDIMERE VOLUERIT.

...Sub ea videlicet convenientia presentem traditionem statuo (109): si ego ipse infra annos tantos res suprascriptas redimere voluero, cum tantis et tantis solidis redimam, et in proprietatem meam, sicut jamdudum fuerant, redeam sine alicujus prejudicio; et interim cum censu suprascripto ipsas res habeam. Si quis vero (110)....

QUOD INFANTES EJUS REDIMERE POST OBITUM EJUS DEBENT (111).

... In ea ratione scilicet ut res ipsas dies vite

(102) S. G. *persolvere*.

(103) S. G. *procreatura*.

(104) Restitué d'après S. G.

(105) S. G. *presumpsit*.

(106) S. G. *ubicumque censum*.

(107) S. G. *prosolvatur*.

(108) S. G. *quomodo*.

(109) S. G. *statuta isti*.

(110) S. G. ajoute *qualis volueris*.

(111) Cette rubrique seule se trouve dans S. G.; le copiste a omis de transcrire le texte même de la formule.

meæ habeam, censumque prosolvam; et si infantibus mei post obitum meum easdem res redimere voluerint, habeant licentiam eas redimendi cum tanto et tanto et in proprietatem sui juris revocandi. Si quis vero, et cetera.

La huitième est une aliénation véritable moyennant une pension alimentaire. L'acte de prestation ne devait pas dans ce cas, comme dans les précédents, contenir une rétrocession de l'immeuble de la part du donataire au donateur, mais seulement une promesse de fournir les aliments stipulés. Il faudrait d'ailleurs connaître la valeur relative de l'immeuble et de la pension alimentaire pour décider si cette convention était en réalité une donation ou une vente.

QUOD HOMO TRADIT CONTRA VICTUM ET VESTITUM (112).

... In ea ratione videlicet ut ab hodierna die easdem res habeatis sub jure domini vestri actores defensoresque prefati monasterii usque in sempiternum, et quantum ad victum et vestimentum (113) pertinet in alimoniis et tegumentis necessitates meas procuratis dies (114) vite mee. Si quis vero, et cetera.

La neuvième contient une donation de la nue-propriété avec réserve de l'usufruit, et met au nombre des causes d'extinction de cet usufruit le cas où le donateur irait vivre dans le convent donataire.

QUANDO IN EA RATIONE DAT RES SUAS, UT EUM LICEAT CONVERSARE IN MONASTERIO (115).

... In ea ratione ut, quamdiu voluero, ipsas res libere mihi uti (116) cum censu (117) liceat, id est tantum; et si aliquando sæculum relinquere voluero, tunc locum conversationis monachilis vitæ, sicut regularis edocet industria, inter vos me habere liceat, resque supradictæ ad jus domini vestri revertantur in perpetuum. Si quis vero (118)...

X (119).

Les actes de vente sont fréquents dans les formulaires des deux premières races. Celui qu'on va lire ne diffère sous aucun rapport essentiel de ceux qui sont contenus dans les recueils de Marculfe, de Sirmond ou de Lindenbrog.

VENDICIO.

Ego, in Dei nomine, filius quondam illius. Dum non est incognitum qualiter inter me et illum abbatem monasterii illius, quod est constructum in honore sancti illius, convenit ut ei seu rectoribus ipsius monasterii aliquam partem de hereditate mea tradidissem, quod ita et vendidi; et hoc est quod vendidi, in pago nuncupante illo, unum wanc (120), qui ab occidentali parte ipsius rivi,

(112) Cette rubrique manque dans S. G.

(113) S. G. *vestitum*.

(114) S. G. *diebus*.

(115) Cette rubrique manque dans S. G.

(116) Manque dans S. G.

(117) S. G. *cum consensu*.

(118) S. G. ajoute *qualis*.

(119) Cette formule ne se trouve pas dans S. G.

(120) Wanc signifie *campus, ager*. Voyez le Trésor de la langue allemande de Graff, t. I, col. 894, et la Grammaire allemande de Grimm, t. III, p. 393.

qui in illum lacum defluet, adjacere videtur, et omnem silvam ibidem adherentem usque ad illam viam publicam et usque ad lacum et usque ad sursum in eccha (121) cum omni integritate sua; et accipi a predicto abbate et ab advocatis seu rectoribus ipsius monasterii precium argenti libram unam et unum caballum et unum palleum centum solidos valentem (122); et ob hoc presentem cartam venditionis propter firmitatis studium fieri decrevimus (123), ut neque nos nec quislibet heredum vel successorum nostrorum hanc venditionem valeat evertere aut destruere, sed omni tempore firma debet perdurare cum stipulatione subnixâ.

### XI (124).

Cette formule offre la plus grande analogie avec celle que nous avons publiée sous le n° IV; c'est de même une donation faite à un monastère, avec réserve de la jouissance tant au profit du donateur qu'au profit de ses descendants et sous la condition d'un cens annuel; cette convention est, comme la plupart des précédentes, rédigée dans la forme usitée pour les précaires.

Nous ferons seulement remarquer : 1° que la donation est faite par une femme veuve; 2° que les biens donnés par elle lui provenaient de son fils prédécédé; 3° que les petits-enfants de la donatrice, qui doivent à sa mort conserver la jouissance de ces biens, sont soumis au paiement d'un cens plus considérable que celui qu'elle acquitte elle-même; 4° qu'un certain nombre d'esclaves, appartenant probablement à l'immeuble donné, sont exceptés de la donation; 5° qu'au lieu d'un seul acte de rétrocession ou prestaire, il en existe deux, l'un pour la garantie de la donatrice, l'autre pour la garantie de chacun de ses petits-enfants.

### § I<sup>re</sup>. CARTA DONATIONIS, QUAM FACIT MULIER PRO ABSENTIBUS (125) VIRIS AC FILIIS EJUS AD MONASTERIUM.

In Dei nomine, perpetrandum est uniuersum quod evangelica vox ammonet dicens : *Date elemosinam, et ecce omnia munda sunt vobis.* Ideoque ego illa cogitavi vitam futuram æternam retributionem, trado atque transfundo omnia quecumque in his duobus villis, his nominibus, illa, illa, ad monasterium quod est constructum in honore sanctæ Mariæ semper virginis, ubi ille abbas preesse videtur, quæ mihi ille filius meus manu potestativa tradidit, quecumque in supradictis villis habere visus fuit, id est tam terris quam domibus, edificiis, mancipiis, pratis, pascuis, aquis aquarumve decursibus, cultis

(121) *Eccha*, parait être la même chose que *Erva*, qui signifie proprement *coin*, et par dérivation un *point saillant*, la *cime d'une montagne*, etc., etc. Voy. Graff, t. I, col. 112.

(122) On remarquera que le prix consiste à la fois en argent et en marchandises; mais celles-ci ne sont en quelque sorte que l'accessoire et n'enlèvent pas à l'acte le caractère d'un *contrat de vente*.

(123) La loi des Allemands ne contient aucune prescription sur la forme des contrats de vente. La loi des Ripuaires (tit. 59 et 60), et la loi des Bavarois (tit. XV, ch. 12) laissent aux parties le choix de dresser un acte écrit ou d'appeler des témoins; mais il nous semble que ces lois ont voulu indiquer les meilleurs moyens de preuve plutôt qu'imposer

et incultis, cum omnibus adjacentiis vel adpendentiis et cum omni integritate; hæc omnia ego ad supradenominatum trado atque transfundo pro animabus filiorum meorum, illius, illius, et pro anima viri mei illius et pro salute anime, exceptis mancipiis, illis, illis; reliqua omnia ex integro tradidi, in ea videlicet ratione ut, quamdiu vixero, supradictas res habeam, censumque ex eis annis singulis resolvam, id est quatuor solidos; et si filii mei mei supervixerint, quorum unus dicitur ille, alter ille, tunc ille habeat hoc, quod in illa villa tradidi, tantum dies vite suæ in beneficium, et solidos quinque solvat annis singulis ad supradictum monasterium; ille vero alter hoc teneat, quod in illa villa tradidi, eodem tenore quo frater ejus per omnia post mortem vero et illorum discessum cum omni integritate sine alicujus contradictione ad supradictum monasterium revertantur perpetualement possidende.

### § II. PRECARTA.

Ego, in Dei nomine, ille abbas monasterii quod vocatur illud. Dum pluribus notum sit qualiter in illa omnia, quecumque in illa villa et in illa et traditione filii tui illius habere potuisti, hæc sine aliqua diminutione cum omni integritate sua ad monasterium quod vocatur illud, exceptis mancipiis, his nominibus illis et illis, reliqua omnia, et datus, quecumque dici aut nominari possunt, pro anima viri tui illius et pro animabus filiorum tuorum illius et illius et pro salute anime tuæ donasti ad monasterium tradidisti; sed postea fuit tua petitio, nostra quoque non negavit voluntas, ut illas easdem res in beneficium cederemus dies vite tuæ, in ea ratione ut, quamdiu vixeris, supradictas res habeas, et censum ex eis annis singulis solvas, hoc est quatuor solidos; post mortem vero discessum, si te nepotes tui, id est filii [filii] tui ille et ille supervixerint, easdem res habeant dies vite suæ tantum, et censum exinde solvant, id est ille habeat illam villam et quinque solidos annis singulis ad supradictum monasterium pro censum solvat, [et ille] illam villam eodem tenore quo frater ejus similiter fatiat; post illorum vero discessum, statim cum omni integritate res supradenominatæ ad supradictum monasterium revertantur perpetualement possidende. Nullusque et cetera.

une condition de validité. Nous pensons que le consentement, le paiement du prix et la tradition étaient comme on le voit dans la formule XIX du liv. II de Marculfe, les seules conditions requises pour la validité de la vente, et qu'en l'absence de toute preuve écrite ou testimoniale, l'existence du contrat pouvait être établie par l'*aveu* ou le *serment*. Il faut cependant ajouter que l'usage de rédiger un acte se répandit en proportion de l'influence qu'acquieserait chaque jour la preuve écrite.

(124) Cette formule ne se trouve pas dans S. 6.

(125) Le mot *absentibus* est évidemment pris ici pour *defunctis*, ainsi que le prouve la suite de la formule.



## § III. PRECARIA FILIORUM.

Ego, in Dei nomine, ille abbas de monasterio quod vocatur illud, quod est constructum in honore sanctæ Mariæ semper virginis. Dum plurimis non est incognitum, te etiam illum non latet, qualiter avia tua illa tradidit omnia quecumque habere visa fuit in illis locis, exceptis his mancipiis illis, illis, ad supradictum monasterium pro remedio anime viri ejus illius et animabus filiorum ejus illius et illius et pro salute animæ suæ; sed postea ejus petitio fuit, nostra quoque non rennuit voluntas, ut post illius discessum in beneficium cederimus, et non negavimus huic postulationi, sed sicut postulavit ita fecimus, in ea videlicet ratione ut post illius discessum habeas supradictas res dies vitæ tuæ tantum, et census solvas annis singulis, hoc est quinque solidos; post tuum vero transitum, antedicto res revertantur perpetualliter possidende.

## XII (126).

Il s'agit ici du renouvellement ou plutôt de la prolongation d'une convention antérieure : un père avait donné son bien à un monastère avec réserve de la jouissance tant à son profit qu'au profit de son fils; celui-ci demande à son tour et obtient que cette jouissance soit continuée à ses enfants. Les renouvellements de cette nature devaient être facilement accordés, soit lorsque le cens annuel était assez élevé pour constituer un prix de ferme ou canon emphytéotique, soit lorsque la convention primitive n'était en réalité qu'un contrat pignoratif, soit enfin lorsque le monastère y trouvait un avantage, comme dans notre espèce, pour l'augmentation du cens.

## PRECARIA (127).

Domino venerabile et in Christo patre abbate monasterii quod vocatur illud (128). Dum constet quod ille quondam omnia quecumque in illo loco [habebat] tradidit ad monasterium quod vocatur illud, ad ecclesiam sancti illius, et petivit ut filii ejus, usque ad obitum suum, post eum haberent ipsas res, et cum sensu prosolverent, id est tantum et tantum; nunc postulavit illius filius ille ut supradicta res infantibus ejus cederetur post ipsius illius obitum dies vitæ illorum, quod nos ita concessimus, in ea ratione ut ipse ille ipsum census annis singulis istam convenientiam majorem fatiat, id est tantum et tantum, friskingas tantum sive escas in anno fiat sive

A non fiat (129), solidos tantum et tantum panes, et hoc ad Nativitatem Domini faciat duci ad illam curtem nostram, et infantes ejus post obitum ejus hec omnia fatiant dies vite suæ tantum, si ipsas res habere voluerint; post quorum obitum sine alicujus contradictione supradictæ res in omnibus meliorate ad nos successoresque nostros revertantur perpetualliter possidende. Nullus hoc valeat inrumperere, sed, prout tempus dictaverit, inconvulsa valeat perdurare cum stipulatione subnixâ.

Actum in ipso monasterio, sub presentia fratrum. Sig. ipsius abbatis, qui hanc precariam fieri decrevit. Sig. fratrum septem vel amplius.

## XIII (150).

B Les chartes et les formules d'affranchissement sont également communes, et cette matière ne présente, pour ainsi dire, aucune obscurité. La formule qui suit n'ajoute donc rien aux connaissances acquises; elle offre seulement un nouveau modèle d'affranchissement par acte privé.

## INGENUITAS.

Ego, in Dei nomine. Conplacuit mihi in animo ut vernaculum juris mei, nomine illum, ad ecclesiam sancti illius (131), quod est constructa in villa quod dicitur illa, in pago nuncupante cujus vocabulum est illud, ingenuam relaxarem pro remedio animæ meæ vel pro æterna retributione, quod ita et feci (132); in ea videlicet ratione ut, quamdiu vixeris, [d] prefatam æcclesiam in cera tramissa valente sive [ar]gento vel in alia qualibet pecunia annis singulis pro[s]solvas, similiterque nati tui, qui ex te nati sunt [vel pro]creati fu[erint], fatiant, et in eadem ingenuitate p[er]maneat, quam tibi concessi, perennis temporibus : [nun]de [pur]dium vero vel defensionem de ipsa ecclesi[a] habea[is] (133). Si quis vero, quod fieri non credo, si ego ipse [aut] ullus heredum meorum vos inquietare ve. contra hanc ingenuitatem a me factam venire temptaverit aut eam inrumperere voluerit, in erarium regis multa componat, id est auri untias tres, argenti pondera quinque, coactus exsolvat, et quod repetit per nullius ingenium vindicare non valeat; sed presens epistola ingenuitatis firma et stabilis debet perdurare.

D A partir de cet endroit, les feuillets du manuscrit de Strasbourg ont été gravement endommagés; un assez grand nombre de syllabes et même de mots ont disparu; j'ai essayé de les restituer, mais en ayant soin de mettre mes conjectures entre crochets.

(131) Ces mots indiquent que l'affranchissement avait eu lieu dans une église.

(132) Il faut remarquer que la première partie de cette formule est rédigée en forme de *charte*, tandis que la suite est rédigée en forme d'*épître* adressée directement à la personne affranchie.

(133) On sait que les affranchis devaient toujours être placés sous le *mundeburdium* de quelqu'un, et que la désignation en appartenait au maître. Mais il était habituel que dans le cas d'affranchissement semblable à celui dont cette formule offre le modèle, le *mundeburdium* fût dévolu à l'église devant laquelle l'affranchissement avait lieu.

(126) Cette formule ne se trouve pas dans S. G.

(127) Des deux parties qui devaient composer cette formule, le copiste n'a transcrit que la seconde, à laquelle il a donné le titre de *Precaria*, au lieu du titre de *Prestaria*, qu'elle devrait porter.

(128) La forme grammaticale de cette première phrase atteste l'ignorance du copiste, et ne convient pas au début d'un acte de *prestaire*; elle ferait croire en effet que la concession est faite à l'abbé du monastère, tandis qu'elle émane de lui.

(129) La redevance d'un certain nombre de porcs (*friskingas*) n'était ordinairement stipulée que pour les années où avait lieu la récolte des glands (*escus*), comme on peut le voir dans la soixante-deuxième des chartes ou formules publiées par Goldast. Ici la condition est plus dure, et cette redevance est exigible chaque année, que la récolte des glands ait lieu ou non.

(150) Cette formule ne se trouve pas dans S. G.—

Actum in villa illa, publice, presentibus quorum hic signacula subter continentur. Sig. illius, qui hanc ingenuitatem fieri et firmare rogavit. Sig. testium quatuor vel amplius.

Anno regnante regis illius, [m]ense illo, sub die illa.

Nomen cancellarii.

#### XIV (134).

Cette formule offre le modèle d'un jugement rendu par un comte et réformé par des *missi dominici*.

#### NOTICIA.

[Not]um sit omnibus, tam presentibus quam et futu[ris, qua]liter ille comis, placito habito, divestivit illum [de prop]rio alode propter crimen incesti (135). Postquam autem [ille et] ille comis, missi domini, in illas partes convenissent [ad jussionem] domni imperatoris explendam et justa judicia [ordin]anda, reclamavit se predictus ille quod injusto iudicio propriis rebus carnisset et eum predictus [comes malo] ordine propriis rebus divestisset. Tunc predicti mis[s]i jusserunt homines ter hoc testimoniare quod ver[itatem super] predicta scirent (136). Tunc illi, sacramento facto [et fide] data, dixerunt quod legibus hoc factum fuisset (137). Tunc predicti missi iudicaverunt ejus jussione imper[at]oris quod pro tali incesto non debuisset proprias res perdere (138), et reddiderunt ei predictas res pro proprio.

Hi sunt autem, qui hoc testificantur.

#### XV (139).

Il ne s'agit pas dans cette formule, comme on pourrait le croire au premier abord, d'un affranchissement, mais seulement d'une transaction : un homme illustre, fils d'un comte, réclamait comme esclaves un certain nombre de personnes ; un tiers se présente au tribunal du *missus*, devant lequel la revendication avait été portée, et obtient le désiste-

(134) Cette formule ne se trouve pas dans S. G. — Mais Pithou, dans son *Glossarium ad libros Capitularium*, v° *Reclamare*, a transcrit un fragment de formule presque entièrement semblable, qu'il dit avoir tiré *ex codice quodam pervetusto*, sans autre désignation.

(135) Le crime d'inceste est en effet puni de la peine de la confiscation par le tit. 39 de la loi des Allemands, le tit. 69 de la loi des Ripuaires et le tit. 1<sup>er</sup> du Capitulaire de l'année 756.

(136) Les personnes appelées ici en témoignage sont évidemment des *témoins* proprement dits et non des *conjurateurs*.

(137) Ces mots font certainement allusion aux passages de la loi des Allemands et de la loi des Ripuaires que j'ai cités plus haut.

(138) Il faudrait connaître les circonstances du procès, pour apprécier la décision des *missi dominici*; ils avaient probablement reconnu que le fait incriminé ne présentait pas les caractères d'un inceste.

ment du demandeur moyennant l'abandon qu'il lui fait d'une pièce de terre et des constructions qui la couvrent. A la suite de cette transaction, deux actes furent dressés : l'un émanant du demandeur et garantissant les défenseurs contre toute réclamation ultérieure de sa part; l'autre émanant du tiers qui avait obtenu la transaction et garantissant au demandeur la propriété de la pièce de terre pour laquelle il s'était désisté. C'est ce second acte dont la formule qui suit offre le modèle.

#### [Sine rubrica.]

Nos vero, in Dei nomine, ille. Dum pluribus [nec est incognitum] qualiter inluster vir ille, filius quondam comitis, aliquem hominem, nomine illo, cum sororibus suis, his nominibus, [in suum ser]viciu[m] quesivit a parte patres eorum, no[m]ine illo, nos] consideravimus cum consilio parentum vel [eorum, qui] presentes fuerunt in mallo publico coram [misso imper]iali, illo videlicet abbate et illo iudice, et feci[mus firmi]tatis pactum, et dedimus h[ab]itum unam in [loco, qui] vocatur ille, quam ille ipse habuit, cum omni instrum[en]to et] edificio in eadem posito, quatenus ipsa progeni[es no]minata ingenua valeat permanere a parte [inlustris] illius alique cura (140); et cartam securitatis habeo acceptam (141), et] pactum habeo firmitatis firmitatum, in super [etiam] triginta solidos acceptas (142); ipsam h[ab]itum superius nomi[nat]am ipso illi tradimus alique donamus, ut ab hac die presente habeat, teneat alique possideat, ut quicquid exinde facere voluerit liberam in omnibus habeat potestatem faciendi. Si quis vero.....

C Le manuscrit de Strasbourg présente encore deux formules inédites, intitulées l'une et l'autre *Libellum dotis*; mais les feuillets qui les contiennent ont été tellement altérés, qu'à peine la moitié en est-elle devenue lisible. D'un autre côté, ces deux formules se retrouvent dans le manuscrit de Saint-Gall. J'ai préféré dès lors en réserver la publication pour le moment où je ferai connaître en détail ce second manuscrit.

miné ne présentait pas les caractères d'un inceste.

(139) Cette formule ne se trouve pas dans S. G.

(140) La transaction ne pouvait pas en effet garantir les défenseurs d'une manière générale, elle les mettait seulement à l'abri de toute revendication ultérieure de la part du demandeur.

(141) L'acte désigné par les mots *cartam securitatis* est celui qui avait dû être rédigé par le demandeur pour la garantie des défenseurs. L'expression *securitas* est générale; elle s'applique aux actes de *quittance*, aux *transactions*, aux simples *déclarations*, qui ont pour but de mettre une personne à l'abri des réclamations qu'une autre pourrait lui intenter.

(142) Il paraît que la pièce de terre abandonnée au demandeur était plus que suffisante pour le désintéresser, puisqu'à son désistement il joint comme appoint une somme de trente sous.